

Les Cahiers des dix



Présentation

Fernand Harvey

Number 63, 2009

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/039910ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/039910ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (print)

1920-437X (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Harvey, F. (2009). Présentation. *Les Cahiers des dix*, (63), v–ix.
<https://doi.org/10.7202/039910ar>

Présentation

L'année 2009 a été tristement marquée par le décès de l'éditeur et libraire bien connu, Lucius Laliberté. Il fut d'un soutien inébranlable pour la Société des Dix en prenant en charge à partir de 1983 et, sans aucune forme de subvention, la publication de nos *Cahiers*, évitant ainsi leur disparition. Gilles Gallichan évoque le souvenir de ce grand humaniste dont la modestie n'avait d'égal que la générosité. Il a été un acteur de premier plan dans la diffusion du livre au Québec depuis les années 1960 à titre d'éditeur et de propriétaire d'une grande librairie générale indépendante, d'abord à Granby, puis à Québec. Il est, en outre, un des fondateurs du Salon du livre de Québec.

Les articles de ce 63^e numéro des *Cahiers des Dix* sont présentés selon un ordre chronologique, depuis la période de la Nouvelle-France jusqu'à ce début du XXI^e siècle. Une telle amplitude dans le temps témoigne de la variété des champs d'intérêt des Dix et leur volonté de poursuivre, dans un esprit d'échange interdisciplinaire, l'approfondissement de sujets inédits sur l'histoire du Québec et de l'Amérique française.

Denys Delâge nous présente une synthèse attendue sur le rôle des Premières nations dans la Guerre de la Conquête dont il situe les repères entre 1754 et 1765, soit des premiers affrontements dans la vallée de l'Ohio jusqu'à l'écrasement de la révolte de Pontiac. Il nous manquait jusqu'ici une vision amérindienne de ces affrontements entre Britanniques et Français pour la maîtrise de l'Amérique du Nord. En comblant cette lacune, l'auteur démontre la complexité des alliances entre tribus amérindiennes – souvent divisées entre elles – et les deux puissances coloniales en guerre. La participation des Premières nations dans la *Guerre de la Conquête* ou dans les *French and Indian Wars*, selon qu'on se place du point de vue de l'historiographie québécoise ou américaine, a été d'une importance capitale ; elle a permis aux Français et aux Canadiens de résister plus longtemps aux forces britanniques et américaines, de beaucoup supérieures en nombre et en ressources. En s'alliant aux Français, malgré leur position de faiblesse, la majorité

des nations amérindiennes de l'intérieur du continent avaient conscience de lutter pour la préservation de leurs terres contre l'envahissement des colons américains. Dans la perspective amérindienne, souligne Delâge, « la défaite française ne fut pas la leur, bien qu'elle les ait gravement affaiblis. Ils n'avaient tout de même pas été conquis et ils poursuivirent la guerre jusqu'en 1765 ».

Dans la nuit du 5 au 6 janvier 1713, un violent incendie détruit le palais de l'intendant à Québec. Marcel Moussette analyse quatre récits rédigés par des témoins de l'événement tragique qui fit trois morts, soit deux domestiques et le secrétaire de l'intendant Bégon. Une analyse de ces récits permet de constater que chacun des témoins évalue les pertes subies en fonction de ses intérêts. En croisant ces sources documentaires avec les fouilles archéologiques effectuées sur le site en 1990 et en 2006-2007, il a été possible d'émettre des hypothèses plausibles sur l'activité économique et sociale qui existait autour du palais de l'intendant et dont le prolongement s'étendait bien au-delà des limites de Québec, comme en témoignent le nombre important d'artéfacts et d'écofacts recueillis. Il en va de même des hypothèses émises sur l'aspect matériel du bâtiment, incluant l'usage du bois ou de la pierre dans certaines parties de sa structure ainsi que son état de délabrement avant l'incendie. Ce palais, nous rappelle Marcel Moussette, constituait avec le château Saint-Louis l'un des deux grands pôles de l'exercice du pouvoir en Nouvelle-France.

L'année 2010 marque le bicentenaire de la crise politique entre Pierre Bédard, premier leader d'une majorité parlementaire à la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada, et l'autocrate gouverneur James Craig pour le contrôle des dépenses du gouvernement colonial. Gilles Gallichan a voulu profiter de cette occasion pour faire revivre la figure politique plus ou moins oubliée de Pierre Bédard (1762-1829) qui fut un précurseur du nationalisme canadien-français. On lui doit la fondation du journal *Le Canadien*, en 1806, créé dans le but de s'opposer au *Quebec Mercury*, organe de l'oligarchie des marchands britanniques. Homme de principe et de conviction, Bédard sera emprisonné durant treize mois pour avoir osé défier les prises de position du gouverneur Craig, mais refusera d'être libéré en échange d'un aveu de culpabilité, puisqu'il se considérait innocent des accusations de sédition portées contre lui. De guerre lasse, Craig le libère, puis son successeur, George Prevost, le nomme juge dans le district de Trois-Rivières afin de réparer l'injustice dont il avait été victime. Derrière la figure de Bédard, c'est toute une époque que nous révèle Gilles Gallichan. Ces batailles politiques annoncent déjà la longue lutte pour le gouvernement responsable dont l'aboutissement ne survient qu'en 1847.

Un autre personnage relativement peu connu nous est révélé par Marie-Thérèse Lefebvre dans son texte consacré à Aristide Filiatreault (1851-1913) et à la série d'articles qu'il publie dans le quotidien *La Presse* en 1913, soit peu de temps avant sa mort. Ce journaliste et musicien qui s'inscrit dans la tradition libérale radicale des Rouges rappelle au fil de la plume le souvenir de plusieurs personnalités du milieu culturel qui ont participé ou soutenu ses polémiques contre l'esprit conservateur du clergé et du milieu musical de son époque. Par le biais de ses articles, il est possible de reconstituer son réseau social et culturel pétri d'idées libérales et d'un amour partagé pour la musique. Plusieurs de ces personnalités qui gravitaient autour de Filiatreault avaient voyagé à l'étranger, notamment aux États-Unis, ce qui permet, selon Marie-Thérèse Lefebvre « de mieux cerner cette émergence, à la fin du XIX^e siècle, d'une américanité culturelle ».

Dans son article intitulé « Les Jeune-Canada ou les « Jeune-Laurentie » ? », Yvan Lamonde entreprend une analyse systématique de l'idéologie de ce mouvement de jeunesse à la recherche d'un nouveau nationalisme pour le Canada français. Parmi les animateurs du mouvement, on y retrouve les noms de plusieurs personnalités connues tels André Laurendeau, Pierre Dansereau, Gérard Filion, Robert Charbonneau, Gérard Picard, Lucien L'Allier et Claude Robillard. Issu d'une génération qui cherche sa voie autour de la question nationale, ce groupe connaît une vie active relativement brève, soit de 1932 à 1938. Les Jeune Canada se voient confrontés à la position anti-nationaliste du philosophe français Jacques Maritain et d'un Henri Bourassa vieillissant qui renie ses positions nationalistes d'antan, inspiré en cela par la condamnation, en 1926, de l'idéologie nationaliste par le pape Pie XI. Sans rompre avec leur foi catholique, les Jeune-Canada cherchent à définir un nationalisme « laurentien » modéré, éloigné des excès du nationalisme en Europe. Ce sera l'occasion pour le jeune André Laurendeau, inspiré par les idées de l'abbé Lionel Groulx, de poser une pièce maîtresse de la pensée politique québécoise dans un tract intitulé *Notre nationalisme* (1935). Bien que les Jeune-Canada n'aient pas réussi à maintenir leur unité et leur présence dans le débat public, on leur doit, rappelle Yvan Lamonde, le slogan « maîtres chez nous » qui sera repris par l'équipe libérale de Jean Lesage au moment de la Révolution tranquille.

L'article de Laurier Lacroix nous permet de découvrir la personnalité complexe de Gilles Corbeil qui a joué un rôle de « passeur » dans la vie culturelle et artistique du Québec depuis les années 1950 jusqu'à son décès en 1986. À travers son itinéraire personnel, patiemment reconstitué dans cette recherche, on peut en même temps prendre connaissance des réseaux dans lesquels il s'inscrit : en théâtre, en musique, mais surtout en arts plastiques. Il est tour à tour peintre, directeur de la revue *Arts et pensée* (1952-1954), organisateur d'expositions de

peinture, propriétaire d'une galerie d'art à Montréal (1969-1985), éditeur d'ouvrages de luxe et principal artisan de la création de la Fondation Émile-Nelligan en 1979. Au début des années 1950, il se lie d'amitié avec Paul-Émile Borduas qui devient son mentor. Son engagement dans le milieu de la peinture l'amène à organiser une importante exposition, *Espace 55* au Musée des beaux-arts de Montréal. Son objectif est non seulement de réunir les artistes non figuratifs, mais de réconcilier les pratiques issues du surréalisme et de l'automatisme avec celles des plasticiens. Par ailleurs, Gilles Corbeil associera l'art à une démarche d'émancipation collective et militera activement au sein du Rassemblement pour l'indépendance nationale, présidé par Pierre Bourgeault.

Au Québec, on a souvent considéré la Révolution tranquille des années 1960 comme une période de changements politiques rapides avec la venue au pouvoir du parti libéral de Jean Lesage. À l'émergence d'une nouvelle culture politique facilement repérable se superpose une transformation profonde mais plus lente des mentalités et des comportements qu'on associe à la culture dite *anthropologique*. C'est dans cette perspective qu'il faut lire l'article de Jocelyne Mathieu consacré à la revue *Châtelaine*, telle qu'elle s'offre à sa clientèle féminine au moment de l'Exposition universelle de Montréal en 1967. Pour la société québécoise, ce grand événement est l'occasion d'une double ouverture sur le monde, tout d'abord par la présence sans précédent d'une diversité de modèles culturels en provenance des pays présents sur le site d'Expo 67, et également par la modernité qui s'exprime à travers la nouvelle culture matérielle proposée dans l'univers domestique. La revue *Châtelaine* s'emploie à guider la femme québécoise à travers ces changements qui s'expriment par l'habitat, l'alimentation, le vêtement et la vie quotidienne en général. Cependant, Jocelyne Mathieu ne manque pas de déceler une certaine ambiguïté entre le discours de la revue qui veut libérer les femmes et le courrier des lectrices qui exprime « certaines hésitations, parfois même des craintes » par rapport au changement de rôle et de statut proposé pour la femme québécoise.

L'article de Simon Langlois consacré à la part des loisirs, de la culture, de la villégiature et du tourisme dans les budgets des ménages québécois prolonge en quelque sorte celui de Jocelyne Mathieu puisque les deux concernent les changements liés à la consommation et aux modes de vie. En empruntant de son côté une approche quantitative découlant des enquêtes de Statistique Canada sur les dépenses des ménages de 1969 à 2006, Simon Langlois révèle un ensemble de comportements implicites qui se sont transformés au cours de cette période échelonnée sur près de quarante ans. La typologie des dépenses pour ces secteurs d'activités permet à l'auteur de distinguer celles effectuées au foyer ou à l'extérieur. Parmi les nombreux constats qui se dégagent, on peut en mentionner un à titre

d'exemple. Ainsi les dépenses totales d'un ménage dans ces secteurs ont plus que doublé de 1969 à 2006, passant de 2 073\$ à 4 759\$. Après avoir analysé en détail l'évolution de divers postes budgétaires, Simon Langlois en arrive à la conclusion que la structure des dépenses des ménages dans le domaine de la culture et des loisirs au sens large s'est fortement différenciée en 40 ans, traduisant des changements de comportements, mais aussi un accès à des objets et des services nouveaux. Il suffit de mentionner que le développement de la technologie a permis l'arrivée récente du cinéma maison, de l'ordinateur, d'Internet et du téléphone cellulaire multifonctionnel. Ces biens de consommation n'étaient évidemment pas disponibles sur le marché au début des années 1970.

Fernand Harvey
Secrétaire